

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE

T/OBS.7/41
18 juin 1956

ORIGINAL : FRANCAIS

PETITIONS CONCERNANT LE TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Observations du Gouvernement français
en tant qu'Autorité chargée de l'Administration

Note du Secrétariat : Ces observations ont trait aux pétitions suivantes :

Section :

Pages :

- | | |
|--|----|
| 1. Pétition de "Tabligbo Circle Youth Association"
(T/PET.7/441/Add.1) | 2 |
| 2. Pétition du Président général du Comité de l'Unité
togolaise (T/PET.7/466/Add.2) | 3 |
| 3. Pétition de M. Emmanuel K.B. Darku (T/PET.7/481/Add.1
et 2) | 4 |
| 4. Pétition du Chef David A. Akuagbi II (T/PET.7/494/Add.1) | 5 |
| 5. Pétition de M. Kwami Michel Apenuvor (T/PET.7/507/Add.1) | 6 |
| 6. Pétition de M. André Tougnon (T/PET.7/512) | 7 |
| 7. Pétition du Président général du Comité de l'Unité
togolaise (T/PET.7/516) | 8 |
| 8. Pétition du Président du Comité national de la Juvento
(T/PET.7/518) | 9 |
| 9. Pétition de M. Emmanuel K.A. Klevor et d'autres
(T/PET.7/519) | 10 |

1. Pétition de "Tabligbo Circle Youth Association" (T/PET.7/441/Add.1)

La présente pétition n'apportant aucun élément nouveau et ne donnant aucune précision permettant une nouvelle enquête, l'Autorité chargée de l'administration ne peut que se référer à ses observations en réponse à la pétition antérieure, T/PET.7/441^{1/}.

1/ Note du Secrétariat : Voir T/OBS.7/35, section 5.

2. Pétition du Président général du Comité de l'Unité togolaise
(T/PET.7/466/Add.2)

Le présent document n'étant que la simple récapitulation de faits ayant déjà fait l'objet de nombreuses pétitions, l'Autorité chargée de l'administration ne peut que se référer aux observations en réponse à ces pétitions, notamment à la pétition T/PET.7/466^{1/}.

1/ Note du Secrétariat : Voir T/OBS.7/37, section 13.

3. Pétition de M. Emmanuel K.B. Darku (T/PET.7/481/Add.1 et 2) :

Le pétitionnaire a saisi le Conseil d'Etat. De l'arrêt - qui n'est pas encore rendu - de cette juridiction dépendra le règlement définitif de la situation de M. Darku. En tout état de cause, le pétitionnaire n'apportant aucun élément nouveau, l'Autorité chargée de l'administration maintient les termes de sa réponse à la pétition T/PET.7/481^{1/}.

1/ Note du Secrétariat : Voir T/OBS.7/37, section 13.

4. Pétition du Chef David A. Akuagbi II (T/PET.7/494/Add.1)

La pétition n'apportant au fait de la cause aucun élément nouveau, l'Autorité chargée de l'administration n'a rien à ajouter ni à retrancher à ses observations en réponse à la pétition T/PET.7/494¹/₁.

1/ Note du Secrétariat : Voir T/OBS.7/39, section 2.

5. Pétition de M. Kwami Michel Apenuvor (T/PET.7/507/Add.1)

L'Autorité chargée de l'administration se réfère à ses observations en réponse à la pétition T/PET.7/507^{1/}.

1/ Note du Secrétariat : Voir T/OBS.7/40, section 3.

6. Pétition de M. André Tougnon (T/PET.7/512)

L'Autorité chargée de l'administration rappelle ses observations en réponse à la pétition T/PET.7/364^{1/} et ajoute, en ce qui concerne l'application que réclame le pétitionnaire des dispositions du Code du travail, que la promulgation de ce texte étant postérieure à son licenciement, il ne peut prétendre à aucune indemnité.

1/ Note du Secrétariat : Le Secrétariat n'a jamais reçu d'observations écrites en réponse à la pétition T/PET.7/364, mais les observations en réponse aux pétitions T/PET.7/404 et 405 (voir T/OBS.7/29, section 2) se réfèrent au même sujet.

7. Pétition du Président général du Comité de l'Unité togolaise (T/PET.7/516)

A la suite de renseignements qui **lui étaient parvenus, selon** lesquels des incidents étaient susceptibles de se produire à l'occasion de réunions publiques simultanées de deux partis adverses, l'Administrateur maire de Lomé avait jugé de son devoir de demander aux organisations de la réunion du CUT d'envisager de reporter à n'importe quel autre jour la réunion projetée. Celle-ci devait en effet se tenir non loin d'une autre réunion antérieurement déclarée. Cette proposition n'ayant pas été acceptée par ses interlocuteurs, l'Administrateur maire a pris, pour parer à toute éventualité, des dispositions réglementaires qui n'ont nullement empêché ceux qui se rendaient paisiblement à la réunion d'y assister. Personne n'a été refoulé.

8. Pétition du Président du Comité national de la Juventó (T/PET.7/518)

1. Les dispositions prises par la Police lors de la réunion à laquelle se réfère M. Ben Apaloo ont été les mêmes que pour toutes les réunions publiques de ce genre. Le Service d'ordre a été légèrement renforcé, non pour vérifier les cartes d'identité, ni pour refouler les gens, comme le soutient le pétitionnaire, mais pour désarmer éventuellement ceux qui, obéissant à certains mots d'ordre dont l'écho était parvenu à la police, se trouveraient porteurs d'armes apparentes ou cachées.

2. En fait la réunion s'est déroulée normalement. Personne n'a été refoulé. Tous ceux qui l'ont voulu y ont assisté, sauf peut-être ceux qui craignaient d'être pris en flagrant délit de port d'armes prohibées.

3. L'Autorité chargée de l'administration fait toutes réserves sur l'interprétation des photographies citées par le pétitionnaire et dont elle n'a pas eu connaissance.

9. Pétition de M. Emmanuel K.A. Klevor et d'autres (T/PET.7/519)

L'Autorité chargée de l'administration fait observer que les allégations du pétitionnaire sont fantaisistes et dénuées de tout fondement.

1. L'impôt, dont le taux est fixé par le Conseil de circonscription, est à la portée du contribuable qui le paie sans difficulté. Celui qui se trouve dans l'incapacité reconnue de le payer en est exempté; celui qui refuse systématiquement de le payer est poursuivi devant les tribunaux. Ce cas exceptionnel ne s'est pas produit dans la circonscription d'Anecho depuis de très longues années. Mais les procédés imaginaires que décrit le pétitionnaire n'ont jamais été appliqués.

2. La Compagnie minière du Bénin a foré ses puits de prospection sur des terrains libres, de sorte qu'il n'y avait pas eu nécessité de déplacer des villages. Il est exact qu'un fou s'est donné la mort en se précipitant dans un puits, mais les dispositions et les précautions prises autour de chaque puits excluent qu'un homme sain d'esprit puisse risquer un tel danger.

3. L'Administration ignore tout de la scène qui se serait passée dans le bureau du secrétaire administratif d'Akoumape.
